





Journée Mondiale du Travail Social 17 mars 2015

Rassemblement de 12 h à 13 h 30 devant la sous préfecture de Brest

Le 10 février 2015 était organisé par la CGT un débat public sur les États Généraux du Travail Social à l'ITES.

63 travailleurs sociaux, étudiants, formateurs en travail social, représentants du personnel se sont réunis pour échanger sur la réforme programmée de leurs différents métiers.

Pour rappel, si le gouvernement valide la proposition de la commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale.

les différents métiers disparaîtraient au profit d'un seul « travailleur social », pour chaque niveau d'étude :

Niveau 5 : <u>Aide Médico Psychologique</u>, <u>Auxiliaire de Vie Sociale</u>, <u>Auxiliaire de Vie Scolaire doivent fusionner avec plus de 90 % de tronc commun</u>

Niveau 4: Moniteur éducateur, TISF

Niveau 3 : <u>Éducateur Spécialisé</u>, <u>Assistant de Service Social</u>, <u>CESF</u>, <u>Éducateur Technique</u> Spécialisé : tronc commun à 50 % minimum.

L'application de cette réforme pourrait être prévue pour la rentrée 2015 pour certains diplômes!

Les travailleurs sociaux présents ont dit leur opposition à voir disparaître les spécificités de chaque métier, qui constituent le cœur de leurs identités professionnelles. Les études à l'origine de la réforme se basent sur des sondages d'opinion orientés qui ne sont là que pour donner de la légitimité à une réforme technocratique et lobbyiste qui ne connaît rien à la réalité du terrain.

La réforme des métiers ne passe pas uniquement par une fusion des diplômes mais touche aussi au nombre de modules et à la durée des stages. La durée des stages ne sera plus que de 2 mois!

La fin des stages longs pour éviter la gratification!

Le nombre d'unités de formation sera baissé pour les niveaux 3 pour que le nouveau diplôme ne donne pas accès à un niveau licence!

Les politiques publiques actuelles tentent de transformer les métiers du social en **de simples agents de contrôle ou de régulation des difficultés sociales**. Leur objectif est de former des professionnels « prêts à l'emploi » avec des compétences interchangeables et moins bien rémunérés. Par souci d'économie, elles cherchent à réduire le niveau de qualification des professionnels assurant le suivi au quotidien des personnes, sans se soucier des effets à long terme qui ne feront que renforcer les inégalités sociales.

Partout en France des services jugés non rentables ferment et les conseils généraux se désengagent. C'est le cas par exemple de la prévention spécialisée, ce qui met en péril l'accompagnement des enfants et adolescents en difficulté, au mépris des conventions signées. Accompagnement qui a pourtant fait ses preuves. Le Finistère sera-t-il le prochain sur la liste?

Pensez vous réellement que c'est le moment de réduire le lien social sur les quartiers ?

Les centres de formation pour les jeunes en rupture scolaire sont également ciblés.

Les travailleurs sociaux présents ont pour autant réaffirmé les valeurs humaines qui les ont conduit à exercer ce type de profession et qui leur donnent toujours envie de se battre pour garantir aux personnes accompagnées le meilleur suivi possible. Mais bon nombre ont rapporté leur découragement à se battre contre un système qui leur met de plus en plus la pression cherchant à faire rentrer les personnes suivies dans des cases plutôt que de privilégier le travail relationnel.

Face à tous ces constats et bien d'autres qui ont été évoqués, la question du « que faire » est rapidement venue dans les débats.

La journée mondiale du travail social du 17 Mars est apparue comme étant le bon moment pour rassembler les travailleurs sociaux du privé comme du public mais aussi les étudiants en travail social auxquels on prépare un avenir des plus sombres. Une journée d'action a donc été actée sur cette journée.

La CGT, l'Association Nationale des Assistants de Service Social 29 (ANAS 29) et plusieurs étudiants de l'ITES de Brest ont acté de travailler ensemble à la préparation de cette journée.

Luttons pour la défense de nos métiers et pour un projet de société éthique respectueux des droits fondamentaux des usagers !

Si les professionnels et les usagers ne s'emparent pas de ce combat, fin d'année 2015, les Etats Généraux du Travail Social viendront entériner cette réforme!

Rassemblement le 17 mars devant la préfecture de BREST 12 h à 13 h 30

Contact: cgt.sp.asp.brest@gmail.com / 06 58 31 29 10